

**Union européenne - Déclaration de
M. Nicolas Hulot, ministre de la
transition écologique et solidaire, à
son arrivée au Conseil
environnement**

(Luxembourg, 25 juin 2018)

R - Ce conseil va être très dense. C'est la raison pour laquelle on est venu en force avec Brune Poirson. C'est un moment où il faut que l'Europe ne relâche pas son ambition et au contraire la réaffirme et donne des signaux très clairs sur le fait que dès la COP 24, on rehausse nos ambitions. Il faut entraîner évidemment l'ensemble de la communauté internationale dans une perspective de rehausser le plus rapidement possible nos ambitions parce que la science nous le demande et simplement les événements climatiques quelque part nous interpellent en permanence. Alors il y a plusieurs sujets. Le premier effectivement c'est l'ambition, on est en train avec le green growth group de préparer un texte qui sera probablement publié dans la journée, une déclaration qui appelle les chefs d'état de l'Union européenne sans plus tarder à prendre l'engagement à la Cop24 de revoir à la hausse l'ambition pour 2030 de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'avoir aussi une stratégie de long terme de neutralité de gaz à émission à effet de serre d'ici 2050.

La deuxième chose, c'est un sujet très important, c'est la cohérence entre les accords commerciaux que l'on peut avoir et les accords climatiques. Donc il faut que l'Europe se dote d'une possibilité. Quand nous avons des accords commerciaux et que nos partenaires ne respectent pas les principes de base contraignants de l'accord de Paris, et bien qu'on puisse éventuellement suspendre ces accords commerciaux.

Q - Très concrètement ?

R - Il faut qu'on regarde avec quel instrument mais c'est une question de cohérence. On ne peut pas demander à nos acteurs économiques dans l'espace européen de s'engager sur un certain nombre d'efforts et puis de laisser la porte ouverte à l'importation d'un certain nombre de produits qui eux s'en exonèrent. Donc il s'agirait d'insérer ce socle-là contraignant de l'Accord de Paris dans les clauses essentielles des accords commerciaux existants et évidemment a fortiori sur les accords commerciaux à venir.

Puis il y a un secteur, et c'est probablement le sujet peut être pas le plus important mais enfin le plus nouveau. C'est que vous savez que le secteur des transports participe pour 30% dans les émissions de CO2. Il n'est pas mis à contribution suffisamment. Donc la France porte l'objectif pour 2030, pour les véhicules légers et utilitaires d'aller jusqu'à 40% de réduction de leurs émission de gaz à effet de serre, et puis l'objectif plus lointain que la France a pris déjà unilatéralement, de zéro émission de gaz à effet de serre en 2040.

Q - Comment faire pour que vos partenaires européens vous suivent sur ce sujet ?

R - C'est la raison pour laquelle on a commencé à travailler avec un groupe de pays ambitieux, ce fameux green growth group.

Q - Composé de quels pays ?

R - Vous regardez, il y a les Pays Bas, l'Allemagne, l'Italie, la Suède, le Danemark... On est déjà 15 pays ambitieux, cela ne veut pas dire que les autres ne le sont pas mais au moins on espère avoir un effet d'entraînement dans les discussions qu'on va avoir dans le Conseil cet après-midi. Mais cela c'était pour l'aspect changement climatique. On a aussi sujets qui sont liés à l'accès à l'eau, qui sont liés à l'économie circulaire, qui sont liés à la biodiversité. Et je laisse la secrétaire d'Etat Brune Poirson évoquer nos positions sur ces sujets-là./.